Attribution de temps

créé aux délibérations à l'étape du rapport et un jour soit consacré aux délibérations à l'étape de la troisième lecture de ce projet de loi; et

Que, quinze minutes avant l'expiration du temps prévu pour les Affaires émanant du gouvernement au cours de chacune des étapes, toute délibération dont la Chambre est alors saisie soit interrompue, s'il y a lieu, aux fins de cet ordre et, par la suite, toute question nécessaire pour disposer de l'étape du rapport et de la troisième lecture respectivement soit mise aux voix immédiatement et successivement, sans plus ample débat ni amendement.

M. Joseph Volpe (Eglinton—Lawrence): Monsieur le Président, c'est volontiers que je prends la parole pour poursuivre le débat que nous avons entrepris hier soir et qui de plus en plus tournait à l'aigre. Avant de commencer à négocier, le ministre des Finances avait eu recours à la «clôture» et s'en servait comme d'une épée de Damoclès suspendue au-dessus de nos têtes. En agissant ainsi, il a soulevé l'ire de tous les députés. Vous avez su à juste titre remettre chacun à sa place en nous rappelant qu'après tout, il a droit à l'épithète «honorable». À ce titre, il a compétence pour diffuser à profusion, par l'entremise de son ministère et de son cabinet, toutes sortes de vérités concernant le projet de TPS.

Il a oublié de nous dire que les frais de démarrage du projet de TPS allaient s'élever à plus de 1,1 milliard de dollars, selon les chiffres du ministre du Revenu national. Il a aussi oublié de nous dire que la mise en application du projet de TPS allait entraîner chaque année pour plus de 380 millions de dollars de frais de fonctionnement. Il a également oublié de nous dire que cette mise en application nécessiterait l'embauche de 3 900 nouveaux percepteurs d'impôt. Il a enfin oublié d'informer tous les députés qu'elle entraînerait des frais de fonctionnement et des frais de gestion énormes, car les provinces et son propre ministère ne savent pas encore très bien comment tout cela va fonctionner.

Étant donné que vous nous aviez rappelé que le ministre était au demeurant parfaitement honorable, monsieur le Président, nous avons continué de l'écouter tandis qu'il tançait l'opposition pour n'avoir pas su proposer de solutions de remplacement. Le ministre a déclaré notamment que sa solution était la seule valable, étant donné que personne n'en avait suggéré d'autre. Encore une fois, il a oublié de nous dire que son parti et lui avaient été élus pour nous offrir des projets de politique à examiner. Il ne nous a pas donné la moindre idée des projets que son ministère avait rejetés en remplacement de la TPS.

Il a oublié de prendre note qu'à Toronto il y a quelques jours, un groupe d'économistes, d'universitaires et de journalistes qui rédigent une chronique économique, ont présenté une série de moyens propres à atteindre les objectifs de la TPS en mettant l'accent sur les carences

administratives du gouvernement qui, si elles étaient comblées, permettraient d'épargner plus de 13 milliards de dollars par an.

Quand le ministre déclare qu'il doit remettre la fiscalité sur les rails afin de combler ces carences, pourquoi refuse-t-il d'emblée les fort utiles recommandations de ces particuliers?

Voilà une excellente question. Pourtant, vous affirmez que le ministre est honorable et que nous ne pouvons donc pas mettre son honneur en doute. Il a oublié de nous dire que l'Institut de recherches politiques a présenté une nouvelle solution de remplacement à la TPS, une nouvelle réforme fiscale fondée sur l'impôt sur le revenu et une augmentation qui serait encore de dix points inférieure à ce qu'elle était en 1981. Je ne sais pas pourquoi on n'a pas pu songer à une autre solution.

Encore une fois, tous les députés ont été réduits au silence parce que, après tout, le ministre des Finances parle en tant qu'homme honorable. Il a rejeté avec mépris et dédain une autre proposition présentée par mon collègue de Broadview—Greenwood qui préconisait une taxe unique. Il a dit: «Non, non. Il s'agit tout simplement d'un livre, que même mes simples députés ne peuvent lire.» Pourtant, vous soutenez, monsieur le Président, que c'est un homme honorable et que nous devons le traiter avec respect.

Quels sont les objectifs qui tiennent tant à coeur au ministre des Finances que nous devons nous incliner, nous agenouiller, voire ramper avec déférence, sans pouvoir émettre notre opinion? Le ministre dit qu'une réforme fiscale s'impose. Procédons donc à une réforme fiscale.

Depuis quatre ou cinq ans, les impôts personnels ont augmenté d'environ 24 p. 100, ce qui représente une augmentation de 62 p. 100 pour les Canadiens à moyen et à faible revenu, alors que ceux dont les revenus sont élevés ont vu leur impôt n'augmenter que de 8 p. 100.

Voilà la réforme fiscale qu'il effectuerait avec la TPS. Le ministre a oublié de nous dire, à nous et à ses propres députés—sauf les deux distingués députés de l'Alberta qui ont déjà rejeté ses vives instances—, que l'impôt des sociétés a baissé d'environ 4 p. 100, en termes de pourcentage du PIB.

Le ministre a oublié de nous dire que, si ses estimations indiquaient qu'au milieu des années 80, 1987, par exemple, les sociétés payaient 12 milliards de dollars en impôt, elles recevaient 9 milliards de dollars en subventions. Le projet de taxe du ministre ne change rien à cet état de choses. D'après les prévisions budgétaires qui n'ont été présentées que le mois dernier, les sociétés qui devaient